



Contact Ifop :

Marie GARIAZZO – Directrice adjointe

Anne-Laure MARCHAL – Directrice de clientèle

Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

Analyse qualitative de l'IFOP sur les ateliers projectifs « Votre Europe durable en 2030 »

Juin 2018



Table des matières

<u>Rappel des objectifs et de la méthodologie.....</u>	<u>3</u>
<u>1.L'Europe en 2030 : vers le pire ou le meilleur ?.....</u>	<u>6</u>
1.1.Des projections à horizon 2030 qui sont sources d'inquiétudes.....	7
1.2.La prise de conscience des citoyens et des États au cœur des espoirs pour l'Europe 2030 en matière environnementale.....	9
1.3.L'éducation et la mobilisation citoyenne comme principaux leviers.....	12
<u>2.Des marqueurs d'Europe au quotidien qui font encore défaut.....</u>	<u>14</u>
<u>3.Travail sur les objectifs de développement durable (ODD) prioritaires.....</u>	<u>17</u>
<u>ANNEXES.....</u>	<u>22</u>

Rappel des objectifs et de la méthodologie

Les Consultations citoyennes sur l'Europe

Partout en Europe, le sentiment d'une déconnexion entre les populations et les décisions prises à Bruxelles s'est installé. Beaucoup d'Européens se sentent insuffisamment associés aux décisions qui les concernent. C'est dans ce contexte que **27 États de l'Union européenne organisent cette année le plus grand exercice de consultations citoyennes**, en partant du terrain, pour recueillir les impressions mais aussi les propositions des populations sur les politiques européennes. L'objectif final est de porter les résultats des consultations citoyennes à la connaissance des chefs d'État et de gouvernement en amont du Conseil européen de décembre 2018. De cette manière les opinions exprimées et les propositions relayées seront pleinement intégrées dans le projet de refondation de l'Union européenne.

Dans ce cadre, le ministère de la Transition écologique et solidaire a souhaité organiser 3 ateliers identiques regroupant chacun 10 à 15 citoyens **afin qu'ils puissent imaginer ce que serait leur Europe durable en 2030**. Ces ateliers avaient ainsi pour but, en s'appuyant sur les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), de réaliser des scénarios aspirationnels pour une Europe durable à 2030. Ils n'ont pas vocation à être représentatifs mais à illustrer l'Europe durable que peuvent souhaiter des citoyens français.

En savoir plus :

- . sur les consultations citoyennes sur l'Europe : www.quelleestvotreeurope.fr
- . sur les objectifs de développement durable : www.agenda-2030.fr

La constitution des ateliers

Les résultats des derniers sondages menés par l'Ifop sur l'Europe montrent que le rapport à l'Europe est davantage indexé sur la sympathie partisane, la catégorie socioprofessionnelle et le niveau de diplôme que sur l'âge en tant que tel. Par ailleurs, les dernières élections ont montré l'importance de l'ancrage territorial dans la perception que les Français peuvent avoir de la mondialisation et de ses bénéfices. Pour toutes ces raisons, l'Ifop a préconisé la constitution de 3 panels de 10 à 15 participants, en prenant comme principal critère d'entrée la zone d'habitation. Ce critère a ensuite été croisé avec la catégorie socioprofessionnelle (CSP), le sexe et l'âge ainsi qu'avec d'autres critères pouvant influencer sur les perceptions (présence d'enfants dans le foyer, sympathie partisane, etc.).

Les trois ateliers suivants ont été réalisés :

Les habitants de la banlieue parisienne (92, 93 et 94)

- Samedi 9 juin
De 9h à 13h
MONTREUIL
- Hommes, femmes, âgés de 18 ans et plus
 - Habitant le 92, 93 et 94
 - Toutes CSP confondues

Les habitants des zones rurales

- Samedi 9 juin
De 9h à 13h
DIJON
- Hommes, femmes, âgés de 18 ans et plus
 - Classes moyennes et populaires
 - Habitant en zone rurale (à 30 ou 40 km de Dijon)

Les urbains d'une grande agglomération en région

- Samedi 9 juin
De 9h à 13h
BORDEAUX
- Hommes, femmes, âgés de 18 ans et plus
 - Classes moyennes et supérieures
 - Habitant Bordeaux et ses environs

La conduite des ateliers de citoyens :

Les ateliers ont été conduits à partir d'un guide d'animation, construit par l'Ifop, en concertation avec le Commissariat général au développement durable :

- Dans un premier temps, les participants ont été amenés à **décrire la « planète Europe 2030 » telle qu'ils la perçoivent** (géographie, habitat, ambiance, relation entre les habitants, valeurs communes, etc.). L'objectif de cette partie était de voir comment les participants projettent l'Europe dans une dizaine d'années, afin de faire émerger leurs craintes et leurs espoirs à la fois sur le fonctionnement et les modes de vie en Europe et de mesurer en creux leur niveau d'attachement à cette idée d'Europe. **Un travail plus spécifique a également été mené sur la consommation, l'énergie et la biodiversité sur cette planète Europe 2030**, afin d'amorcer la discussion sur des thématiques importantes en matière d'environnement.
- Dans un deuxième temps, il s'agissait de revenir à la situation actuelle et de voir **quels étaient pour les participants les marqueurs d'Europe dans leur vie de tous les jours et les contours d'une éventuelle identité européenne**. Il était question aussi d'identifier les domaines dans lesquels ils attendent plus ou moins d'Europe. Un travail a également été mené sur la

gouvernance européenne (à travers l'exercice de la « **maison Europe** »), afin de voir la façon dont ils l'appréhendent et la comprennent.

- Puis, les ateliers ont été répartis en sous-groupes de 3 à 5 personnes qui ont dû **choisir leurs 4 ODD prioritaires parmi les 17 ODD existants, en indiquant là où ils souhaitaient plus d'Europe**. Pour chaque ODD retenu, les sous-groupes devaient ensuite répondre aux questions suivantes : où en est-on aujourd'hui ? Comment l'Europe pourrait-elle davantage s'impliquer sur le sujet ? Et pour atteindre cet objectif, comment s'y prend-on ? Chaque sous-groupe a restitué les résultats de ses réflexions à l'ensemble des participants à l'atelier.
- À partir de ces échanges et réflexions, un travail d'écriture collective a été conduit en fin d'atelier avec pour objectif de répondre aux questions suivantes :
 - 1. Le constat : où nous en sommes avec l'Europe aujourd'hui**
 - 2. Les enjeux prioritaires pour l'Europe en 2030 (à partir des ODD jugés prioritaires par chaque sous-groupe en atelier)**
 - 3. Les conditions requises dans l'atteinte de ces objectifs**

Deux personnes (1 homme, 1 femme) ont été désignées dans chaque atelier afin de venir restituer ce texte devant la secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire.

À la suite des ateliers, l'Ifop a envoyé le texte final par mail à l'ensemble des participants pour validation. Les contributions des trois ateliers figurent en annexe de ce rapport.

Mode de lecture du rapport : Les propos indiqués en italique reproduisent fidèlement le discours des personnes interrogées.

1. L'Europe en 2030 : vers le pire ou le meilleur ?

L'exercice de la planète Europe en 2030 apporte un éclairage intéressant sur la façon dont les participants projettent l'Europe dans une dizaine d'années. Si les propos recueillis à Dijon, Montreuil ou Bordeaux diffèrent parfois dans leur tonalité, ils dessinent **des lignes de convergence importantes**.

Dans les trois ateliers (surtout à Montreuil et Dijon, et dans une moindre mesure à Bordeaux), **les premières évocations et caractérisations de cette « Planète Europe de 2030 » sont le plus souvent sombres, négatives**, révélant un certain nombre de craintes principalement liées à l'accentuation des dérives observées aujourd'hui au sein de notre société (montée des individualismes, surconsommation, digitalisation et robotisation, etc.)

Pourtant, selon la même logique et quasiment la même temporalité au sein des groupes, les propos recueillis **mettent en lumière une mise en tension assez forte** entre d'un côté, **une Europe polluée, divisée, traversée par de nombreux conflits** et, de l'autre, une Europe qui aurait pris conscience des risques encourus en cherchant à les endiguer pour donner à voir **une Europe verte, ayant renoué avec la nature et le collectif**.

« Beaucoup de béton, de pollution aussi... le temps est gris, y'a pas beaucoup de verdure [...] les gens habillés avec des couleurs neutres, noir, blanc, gris, pas beaucoup de couleurs, une atmosphère lourde, l'air est pas pur... » (Bordeaux)

« Moi non, tout l'inverse : je vois de la verdure et de l'eau, même s'il y a des immeubles et tout ça, ce serait l'innovation technologique dans un côté positif [...] oui avec chaque immeuble pas très haut mais avec de la verdure dessus, des toits végétalisés, pas forcément à outrance mais beaucoup plus qu'aujourd'hui [...] On voit une ville où la nature aurait repris ses droits aussi : de la nature, des animaux, des insectes... » (Bordeaux)

Il est important de noter que les études que l'Ifop mène depuis plusieurs années sur l'Europe ou sur l'Union européenne révèlent souvent un prisme très « franco-français » dans la façon qu'ont les interviewés d'appréhender l'échelle européenne. Ce n'est pas le cas dans les trois ateliers que nous avons conduits pour le CGDD, au contraire. Tout se passe comme si sur de nombreux sujets, tels que la cohésion sociale mais surtout l'environnement, l'échelon européen avait gagné en pertinence et devenait la référence.

1.1. Des projections à horizon 2030 qui sont sources d'inquiétudes

Les premières caractérisations sur la planète Europe de 2030 sont le plus souvent teintées de pessimisme et porteuses d'angoisses. Ces dernières portent principalement sur :

- **La montée des tensions et le délitement de la cohésion sociale** : le sentiment d'une Europe traversée par de nombreux conflits sous-jacents domine, avec la crainte d'une violence grandissante et d'une déshumanisation des rapports sociaux.

À l'origine de ces violences :

- **un individualisme parvenu à son acmé**, mettant en danger toutes les formes de solidarité,
- **un accroissement des inégalités toujours plus flagrant**, mettant en péril toute dynamique de cohésion sociale et de vivre ensemble au sein des pays, et plus globalement l'équilibre de la planète, compte-tenu des différences de niveau de vie entre les pays,
- ... autant d'éléments qui s'inscrivent dans le prolongement de ce qui est observé aujourd'hui, notamment à travers **la montée des populismes que certains mentionnent dans les différents ateliers**. L'exemple italien revient à plusieurs reprises comme le signe annonciateur de divisions au sein de l'Europe, voire l'avènement d'une Europe désunie, « *éclatée* ».

« Il y a ceux qui vivent très bien, qui sont assistés et la majorité vit très mal au service de cette minorité », « les gens sont tendus, aigris, comme maintenant en pire » (Dijon)

« En 40 ans on a réussi à détruire pas mal de choses autour de nous, et à se désolidariser les uns des autres, et je pense que ceux qui se sentiront bien, c'est ceux qui auront réussi à construire cette espèce de bulle où ils ont mis en avant l'aspect durable des choses et se soutenir les uns les autres. » (Montreuil)

« L'Europe en tant que telle, elle commence à éclater, vous avez des pays comme la Pologne et la Hongrie... Je vois que l'Europe telle qu'elle est, ça ne va pas continuer comme ça : ça sera chacun pour soi [...] Je pense que ça ne se fera pas sans violence. » (Montreuil)

« Parce que la montée des extrémismes aujourd'hui, que ce soit religieux, alimentaires avec les vegan, enfin peu importe d'où ils viennent, en fait les gens ont de plus en plus de mal à se parler sans rentrer dans un extrême, et du coup ça arrive à des relations animales en fait, les gens vont se taper dessus, tout simplement. » (Montreuil)

« Un monde en guerre peut-être [...] Les gens ne communiquent pas trop, chacun pour soi [...] La haine, au niveau politique y'a quelque chose qui est en train de se passer dans les pays de l'Est avec le populisme qui grimpe [...] je la vois plus petite, des pays auront quitté l'Europe. » (Bordeaux)

« Y'a pas de cohésion en fait, y'a beaucoup de groupes qui ne communiquent pas et qui ne se comprennent pas. Y'a plusieurs groupes. Y'a des tensions, très fortes liées aux migrations, liées aux déplacements des populations avec le changement climatique, on le voit déjà au niveau migratoire, c'est une population qui cherche à aller ailleurs quoi » (Bordeaux)

*« Quelques riches de plus en plus riches et beaucoup de pauvres de plus en plus pauvres »
(Montreuil)*

- **L'omniprésence de la technologie** : si les images futuristes que donnent à voir les participants revêtent pour certaines une part de rêve, si l'innovation technologique est en soi plébiscitée, elle génère des craintes quant à **une modification profonde des usages et des rapports sociaux**, avec souvent une double peur :
 - **La peur de perdre ses repères, d'être dépassé dans un monde robotisé où la notion de vitesse semble l'emporter sur tout le reste** s'exprime aussi bien à Dijon, qu'à Montreuil ou Bordeaux. Cette vision d'une Europe robotisée va souvent de pair avec l'image d'une Europe « très urbanisée », qui a modifié son rapport à la nature et à la naturalité des comportements.
 - **La peur d'une uniformisation grandissante** revient également dans les propos de nos différentes cibles, et avec elle la crainte de perdre en diversité, en richesse et en identité.

« Je vois des gens avec des blouses » (Bordeaux)

« Plein de robots, des écrans partout : dans toutes les pièces, à l'extérieur, dans les mains des gens qui se promènent aussi ; des humanoïdes aussi », « des robots qui sont là pour aider les hommes, des assistants pour le quotidien », « l'impression que le robot va remplacer l'humain, on le voit il y a de moins en moins de caisses, et dans l'automobile, tout est automatisé » (Dijon)

« Des combats entre les robots et les humains parce que l'humain veut quand même reprendre sa place » ; « le progrès avance tellement vite, que ceux qui n'auront pas les moyens seront vraiment considérés entre guillemets comme des minables » (Dijon)

- **La dégradation de l'environnement** : la thématique environnementale ressort très fortement au cours des trois ateliers. Beaucoup redoutent une Europe « polluée », « grise », « pleine de plastique », « irrespirable », « où il fait de plus en plus chaud », une Europe « surpeuplée », couverte de grandes agglomérations qui occupent de plus en plus de place. Sont mis en cause :
 - **la domination du confort individuel et de la consommation sur l'intérêt collectif et la préservation de la nature,**
 - **l'aspiration légitime de certains pays** (dont les pays de l'Est) **à un niveau de développement plus important**, qui n'est pas toujours raisonné en termes d'impact sur l'environnement,
 - plus globalement, **la nécessité de nourrir une population européenne et mondiale en forte croissance**, avec pour certains, une tendance à voir chaque pays européen se spécialiser dans un type d'activité précis, dans une logique de répartition.

« Des endroits où on va essayer de peupler un maximum de gens et des endroits qui seront destinés uniquement à l'agriculture » (Dijon)

« Comme on voudra plus de confort, on va se retrouver devant un problème, malheureusement, le nucléaire sera toujours là », « comme il faut produire, produire sur la planète Europe 2030, il y aura peut-être 2 ou 3 arbres » (Bordeaux)

« Des pays d'Europe qui feront beaucoup d'agriculture, d'autres qui produiront beaucoup d'énergie et après avoir un partage de toutes ces ressources entre les pays » (Dijon)

« C'est-à-dire qu'on n'est pas tous au même palier d'évolution, il y a des pays dans l'Europe aujourd'hui qui sont comme la France il y a 40 ans, et nous on aimerait qu'ils ne fassent pas les bêtises qu'on a faites, mais qu'ils passent directement au truc où on est maintenant. Eux, ils ont envie de vivre ce que nous on a vécu, où on gaspillait. » (Dijon)

« Inondée », « grise », « polluée », « dérégulée climatiquement », « avec une épaisse fumée autour », « on est oppressé », « étouffé », « on n'arrive plus à respirer » (Montreuil)

« Pas beaucoup d'eau : on parle d'étés encore plus chauds, avec des coups de chaleur qui pourraient durer de juin à septembre, se prolonger, donc un climat où on va passer du chaud au froid, avec le printemps et l'automne qui vont se raccourcir. » (Montreuil)

« L'Europe déjà a supprimé les jachères, c'est-à-dire qu'on remet au taquet la production, parce qu'on sent qu'on risque d'aller vers une pénurie, et ça deviendra global. » (Montreuil)

« Moi je dirais plein d'immeubles avec plein de gens habillés pareils avec des publicités partout à cause de la consommation de masse et la mondialisation » (Bordeaux)

« Manque d'intérêt pour la défense de la planète Europe par rapport aux autres, les gouvernements sont corrompus, vendus aux autres planètes asiatiques, orientales ou américaines » (Bordeaux)

1.2. La prise de conscience des citoyens et des États au cœur des espoirs pour l'Europe 2030 en matière environnementale

Ce tableau pessimiste se voit pourtant assez vite contrebalancé par une vision beaucoup plus positive, qui traverse l'ensemble des trois ateliers (mais s'exprime peut-être avec plus de force parmi les plus jeunes participants). **La clé de l'optimisme retrouvé se trouve dans la prise de conscience des dérives de notre fonctionnement actuel, que nos participants perçoivent.** Tout se passe comme si l'Europe était arrivée à un point de rupture.

Ainsi, les espoirs exprimés portent notamment sur la projection d'**une adhésion plus forte aux thématiques environnementales** : nombreux sont ceux, qui au sein des ateliers, reviennent sur la prise de conscience qu'ils perçoivent dans ce domaine. La mise en place de certaines réglementations les conforte dans leurs jugements. Et cela, même si la course contre la montre est loin d'être gagnée. Tous espèrent alors que naîtront, de cette prise de conscience, les conditions d'une Europe plus verte, davantage connectée avec la nature, redonnant sa place à chacun.

« On voit quand même des avancées en matière d'écologie, même si ça n'avance pas très vite. » (Dijon)

La planète Europe en 2030 « Pleine d'éoliennes et de panneaux solaires ; luxuriante au niveau de la végétation » ; « de plus en plus d'éco-quartiers » (Dijon)

« Je pense que les gens commencent à s'investir de plus en plus pour l'environnement et pour l'écologie, je le vois autour de moi, les jeunes commencent vraiment à s'investir là-dessus, donc il

y aura un retournement. Le problème c'est peut-être que ça vient trop lentement par rapport à ce qu'on a fait avant. » (Montreuil)

« L'environnement, c'est propre y'a pas de déchets par terre, de mégots, c'est une ville propre, plus qu'aujourd'hui » (Bordeaux)

Cette mise en tension entre dégradation et prise de conscience intervient encore plus fortement dès qu'on aborde la question de **la consommation sur cette planète Europe 2030**, mais aussi celle de **la biodiversité** et de l'énergie.

La consommation renvoie en premier lieu à l'alimentation. Le modèle futur envisagé oscille alors entre :

- **la perception d'une consommation de produits nouveaux, qui n'ont plus rien de naturel**, avec **la crainte d'une opacité encore plus grande sur la composition des aliments** et d'un monde totalement dominé par les grands groupes agroalimentaires,
- et, à l'inverse, **la perception d'une prise de conscience qui aboutira au développement** (voire à la généralisation) **de l'agriculture biologique et de la permaculture**, le tout impulsé par des citoyens de plus en plus soucieux de la qualité de leur alimentation (notamment pour des raisons de santé), qui modifient leurs comportements en la matière, avec un recours privilégié aux circuits courts, à la consommation locale... Cela peut alors contribuer à inscrire l'ensemble de la filière dans un cercle plus vertueux, même si des doutes s'expriment :
 - sur la capacité de tout un chacun d'accéder au bio,
 - sur la capacité de l'agriculture biologique de nourrir une population en croissance forte.

« Peut-être qu'on se piquera pour manger », « qu'on se nourrira surtout de gélules » (Montreuil)

« Moi je pense plutôt qu'on va voir l'agriculture biologique ou la permaculture se développer, parce qu'on est quand même bien dans cette mentalité-là [...] On va consommer local. Je vois des citoyens soucieux de ce qu'ils mangent, de ce qu'il y a dans leurs assiettes. » (Dijon)

« C'est vrai que la permaculture c'est bien, à petite échelle. Mais à grosse échelle, on ne pourra pas nourrir tout le monde avec la permaculture [...] Il arrive un moment, si on veut subvenir à tous nos besoins, où il va falloir faire de la culture à étages. Donc pas naturel. Des grandes serres qui vont s'empiler les unes sur les autres, pour que ça tienne moins de place. » (Dijon)

« Plus de réglementations / de lois pour limiter les mauvais usages ; une augmentation du bio ; si on commence à supprimer tous les produits dangereux qu'on met dans les terrains, je pense qu'en 5 ans, si les politiques le veulent, on peut avoir une production bio partout. On parle de glyphosate, on supprime ce truc, mais à chaque fois ils reportent. Mais en 3 ou 4 ans, un terrain il peut être propre ! » (Montreuil)

« On peut imaginer des choses complètement futuristes, on se piquera dans 20 ans pour s'alimenter, ou ça sera du liquide, on fera nous-mêmes nos mélanges avec différents aliments [...] Dans 20 ans, je pense que chacun pourra être peut-être maître de sa propre consommation en fait. » (Montreuil)

« On aura plus conscience de ce qui peut nous faire du mal en termes de produits chimiques et de perturbateurs endocriniens, les gens feront plus attention ; l'agriculture raisonnée va se développer ; des circuits plus courts ; plus de bio mais du vrai bio » (Bordeaux)

« Du coup au niveau de l'alimentation même si une certaine classe n'aura potentiellement pas les moyens de manger mieux, il y a aura une grosse prise de conscience collective et les industriels n'auront pas le choix que de faire des prix aussi pour ces gens-là » (Bordeaux)

Quoi qu'il en soit, certains (notamment à Montreuil) **sont en attente d'un rééquilibrage** à la fois :

- **dans les prises de paroles et les postures sur le sujet**, afin de sortir des débats « pro » ou « anti » (végan, viande, etc.) et de la violence qu'ils comportent,
- **dans les pratiques de production**, pour continuer à nourrir le plus grand nombre mais sans mettre en danger la santé des individus, ni l'état des terres et des animaux.

« On espère qu'elle sera un peu plus équilibrée qu'aujourd'hui, où on a effectivement des grands extrêmes de tous les côtés, entre ce qui est très industriel et ce qui est trop bio. On a vraiment des prises de conscience qui sont soit trop extrêmes, soit pas du tout présentes, donc on peut imaginer que ça va s'équilibrer au fur à mesure et qu'en 2030 tout le monde sera à peu près sur la même longueur d'onde. » (Montreuil)

Sur la biodiversité, les constats de départ sont plus critiques. L'état de la biodiversité est fortement dégradé, marqué par la disparition de plusieurs espèces sur cette planète Europe 2030.

« C'est la diversité du vivant, si on prend le mot : on est bien d'accord, moi je ne vois pas de biodiversité, ce n'est pas possible dans un monde où on sera de plus en plus nombreux. » (Dijon)

« Plus beaucoup d'oiseaux ; le plus inquiétant c'est les abeilles, j'espère qu'elles seront toujours là ; ce seront des robots qui auront remplacé les abeilles ; moins d'insectes en général ; et des insectes différents aussi avec le réchauffement climatique, par exemple les moustiques tigres c'est incroyable en ce moment, les moustiques ont quadruplé de volume en deux ans » (Bordeaux)

« Toutes les abeilles sont mortes ; qui dit plus d'abeilles, dit plus de vie » (Bordeaux)

La prise de conscience est encore plus urgente que pour la consommation. Elle doit aboutir à un respect plus important de la nature par l'homme voire à une régulation ou un renforcement de la nature par l'action humaine.

« Ça fait penser à l'exemple de Yellowstone, où ils ont réintroduit des loups, ce qui fait que ça a régulé la population des herbivores, les arbres, les forêts, les prairies ont recommencé à redevenir verdoyantes, certaines espèces qui avaient disparu de ces endroits sont revenues s'implanter. Donc je pense qu'il y a un exemple à suivre là-dessus. » (Dijon)

« Je pense que l'Europe s'est rendu compte en finançant beaucoup de projets de recherche que c'est une cause importante, mais c'est vrai qu'on parle beaucoup moins de la biodiversité que du climat par exemple. » (Montreuil)

Sur l'énergie, la prise de conscience semble davantage actée, en lien avec la diminution des énergies fossiles et les débats autour du nucléaire. **Des réglementations existent** (notamment pour la

construction de nouveaux bâtiments) **qui font penser que le sujet est davantage pris au sérieux aujourd'hui**. Tous appellent clairement de leurs vœux une planète Europe 2030 où les énergies renouvelables sont davantage développées.

Certains insistent également sur **la nécessité de réduire les inégalités pour favoriser la prise de conscience sur les questions environnementales et l'adoption de comportements idoines**.

« Malheureusement, je pense que beaucoup de gens pauvres ne sont pas sensibles à l'usage des plastiques à usage unique, etc. donc en réduisant les inégalités, on fera en sorte que tout le monde aille dans la même direction » (Montreuil)

1.3. L'éducation et la mobilisation citoyenne comme principaux leviers

Deux autres leviers sont particulièrement porteurs d'espoirs :

- **L'éducation : elle est perçue comme le principal vecteur de tous les changements souhaités**, comme le socle fondamental pour avancer dans la bonne direction. L'éducation s'apparente alors pour beaucoup à une forme de sensibilisation, destinée à favoriser l'adoption de comportements plus écologiquement responsables voire à changer de modèle de consommation.

« Ce que j'imagine et ce que j'espère, c'est qu'ils apprendront tout ce qui est respect de la nature, dès le plus jeune âge, donc dès l'école. Tout le monde se rend compte que c'est de plus en plus important d'avoir une jeunesse éduquée, qui sait où elle va. Et on va essayer de mettre l'accent sur apprendre aux jeunes à être responsables en termes d'énergie, d'écologie, etc. Donc il n'y a aucune raison de penser que ça ne sera pas le cas. » (Montreuil)

« L'éducation, parce que je pense que c'est la base pour que personne ne soit exclu et que tout le monde se sente bien en communauté » (Bordeaux)

- **L'impulsion citoyenne** : tous ne l'expriment pas forcément de la même manière, mais tous reviennent sur la crise de représentation politique qu'ils perçoivent au niveau de la France et a fortiori de l'Europe (celle-ci parlant rarement d'une seule et même voix). **Beaucoup imaginent alors une forme de « reprise du pouvoir » par les citoyens, capables par leurs actes (boycott, nouvelles formes d'économies, etc.) de peser sur les grands groupes et d'infléchir les politiques locales et gouvernementales**. Il y a comme un changement de paradigme : la politique n'est plus uniquement descendante, à différents niveaux, ce sont les mouvements de citoyens qui suscitent le plus d'espoirs de changements.

« Ça passera aussi par des initiatives citoyennes, chacun à son niveau. Je pense qu'on va réagir [...] c'est à tout un chacun de le faire un petit peu pour soi, pour ne pas polluer. » (Dijon)

« Je pense que ce modèle d'attendre des choses des politiciens, c'est un peu dépassé, parce qu'on se rend compte que les gens là-haut ne font rien. Donc finalement, il y a des petites initiatives

citoyennes qui arrivent à faire un peu changer les choses, et peut-être plus rapidement qu'en votant pendant 15, 20 ou 25 ans. » (Montreuil)

« À travers ce qu'on fait tous les jours, en boycottant certaines marques qui ne nous plaisent pas, en en choisissant plutôt certaines. C'est vraiment les citoyens, mais à toutes les échelles. » (Montreuil)

(En tant que citoyens) « Faire des groupes de pression, du lobbying ; développer la participation, en participant par exemple pour l'écologie au recyclage » (Bordeaux)

« Les décisions viendront plus de la population, les politiques s'occupant de mettre en œuvre les décisions prises par les citoyens et non l'inverse [...] On ne parlera plus de politique, car il n'y aura plus de carrières politiques, la politique sera basée sur l'engagement de tout le monde, ce sera naturel ; ce sont les citoyens européens qui vont mettre l'énergie nécessaire à construire cette Europe. » (Bordeaux)

Et cela, même si **tous nos participants sont en attente d'entreprises exemplaires et de gouvernements davantage impliqués sur la question environnementale**, qui n'hésitent pas à faire voter des lois et à interdire avec fermeté les pratiques et les usages non respectueux ou nocifs pour l'environnement.

« C'est-à-dire qu'on nous dit « soyez écolo », mais commencez. Il faut être ferme, on ne peut pas dire « ne polluez pas, mais si vous payez vous pouvez polluer ! » (Dijon)

Sur ce point, **l'enjeu environnemental n'ayant pas de frontière, ils attendent tous une Europe où les réglementations sont totalement harmonisées et respectées de la même façon.**

Quoi qu'il en soit, sur le terrain du pouvoir et de la représentation politique, le chemin semble encore long à parcourir. Un participant à Bordeaux insiste beaucoup sur le fait **que ce sont les grands groupes privés qui « dominant » et domineront l'Europe et le monde**, encore pour longtemps.

« Je pense que ce sera les entreprises privées qui gouverneront, parce que le TAFTA aura été accepté donc comme les entreprises privées auront le droit d'attaquer les États pour entrave au libre-échange à l'avenir, je pense que la souveraineté nationale ou planétaire, européenne ou autre va disparaître totalement au profit des grands groupes » (Bordeaux)

2. Des marqueurs d'Europe au quotidien qui font encore défaut

Sur l'Europe aujourd'hui, les constats de nos trois ateliers convergent également fortement. **Tous s'accordent pour dire qu'ils ont encore du mal à se sentir « européens » au quotidien.** L'Europe est finalement peu présente, peu visible dans leur vie quotidienne. Selon eux, **il n'y a pas encore aujourd'hui les fondements d'une véritable identité européenne.**

« Dans mon quotidien, je le sens pas [...] Dans ma vie de tous les jours, je ne me sens pas européenne. Je me sentirai peut-être européenne à partir du moment où on aura tous les mêmes règles, en fait [...] Je ne me sens pas européen dans la vie de tous les jours, je ne me pose jamais cette question en réalité. » (Montreuil)

« L'Europe, c'est l'étranger malgré tout, on reste un pays. Je pense que pour les Français, l'Europe on considère ça un peu comme l'étranger. » (Dijon)

Seuls quelques participants, parmi les plus jeunes, se définissent plus facilement et plus spontanément européens, en lien notamment avec les échanges Erasmus qu'ils ont pu expérimenter.

« Moi je me sens vraiment plus européenne que française : via le développement des programmes Erasmus par exemple, j'ai pas mal voyagé en Europe, l'ouverture des frontières, ça a vraiment permis à la jeune génération qui était très jeune quand l'Euro est arrivé de se sentir européen, et de pas forcément être bloqué dans les frontières françaises. » (Montreuil)

À l'origine de ce manque d'identité européenne :

- **Une Europe dont le fonctionnement souffre encore d'une forte opacité pour eux :** tous reviennent sur **une Europe qui pêche par manque de pédagogie à la fois sur son fonctionnement, sur son rôle réel et sur ses apports au sein de chaque pays.** Cette opacité ressentie ne permet pas de s'approprier facilement les bénéfices de l'Europe et ne favorise donc pas la proximité des citoyens avec cette dernière.

« Il faudrait plus de transparence, que les gens comprennent mieux les problématiques européennes [...] S'il y avait un délégué européen dans chaque région française, ou dans chaque département, qui ferait des permanences, qui expliquerait aux gens : voilà, vous avez des revendications, venez, on vous explique, ça serait peut-être plus direct d'avoir ce type de décentralisation. » (Montreuil)

« On n'est pas au courant en tant que citoyen de toute l'aide financière ou technologique ou autres de l'Europe. On parle toujours de ce que nous coûte l'Europe, mais on ne parle absolument pas ce que nous rapporte l'Europe [...]

C'est quand même assez souvent qu'on voit des panneaux : financé par la Commission européenne, les pistes cyclables souvent c'est marqué ça. » (Dijon)

« C'est un peu opaque ce que fait la Commission européenne, sur la diffusion de l'information, c'est pas accessible, il faudrait simplifier les discours, on nous présente beaucoup de choses, même au niveau national on nous présente des discours mais qui ne sont pas accessibles à tous » (Bordeaux)

- Pour certains, **une Europe dont l'élargissement s'est peut-être fait trop rapidement, sans prise en compte des différences de niveaux de développement** et de la difficulté d'inscrire tous ces pays dans une direction commune et partagée. Domine parfois (surtout à Bordeaux et Dijon) le sentiment que les pays riches (au premier rang desquels la France et l'Allemagne) payent finalement beaucoup pour les pays moins développés (tels que les pays de l'Est), ce qui crée à leurs yeux une forme de déséquilibre dommageable.

« L'Europe de départ, c'est pas ça, l'Europe d'aujourd'hui il y a beaucoup de pays qui se sont rattachés, qui ont voulu venir dans l'Europe, parce que justement ils pensaient à cette répartition. Ils en ont plus besoin, techniquement on va dire, de l'Europe que la France. Tous les Pays de l'Est on va dire, on a l'impression qu'ils vont nous prendre notre argent. Et le travail aussi. Toujours parce qu'il n'y a pas une législation commune. » (Dijon)

(La maison Europe) « Elle est grande, je vois ça dans un esprit exposition universelle, où chaque pays est représenté dans cette maison ; une grande cuisine ouverte sur le salon ; c'est le gendarme allemand qui gueulent parce qu'on ne fait pas la vaisselle ; aujourd'hui je trouve que ceux qui ont le plus d'argent dans la maison c'est eux qui paient la femme de ménage pour faire la vaisselle » (Bordeaux)

- **Une Europe dont les apports, au-delà d'être difficiles à identifier, donnent l'impression de bénéficier aux plus riches**, notamment parce que les différents pays ne respectent pas des règles communes et identiques.

« Le quotidien, moi je lui en veux à l'Europe, parce que j'ai vu la différence. L'arrivée de l'Euro, tout ce qui est l'Europe qui s'est de plus en plus développé à ce moment-là, et moi actuellement je ne vois pas ce qui est positif encore [...] L'Europe profite bien plus aux gens qui sont très aisés » (Montreuil)

« Il faudrait qu'il y ait les mêmes règles pour tout le monde, là on a l'impression qu'on prend certaines règles de tel pays ou sa fiscalité parce que ça nous intéresse, et c'est les gens qui sont très aisés qui bénéficient vraiment de tous les avantages européens. » (Montreuil)

« Je pense à l'Europe quand je vois les pauvres types qui viennent au feu pour avoir une pièce. » (Dijon)

Quoi qu'il en soit, pour tous, **l'Europe demeure une zone de stabilité rassurante à la fois d'un point de vue :**

- **financier** avec l'euro,
- **commercial**, à travers les échanges facilités,
- **et politique**, avec pour l'instant un ancrage démocratique fort et un cadre solide de paix entre les pays membres.

Elle offre également des opportunités nouvelles et élargies en termes de cursus éducatif et professionnel, ce qui séduit fortement les jeunes générations.

« Quand on est à l'étranger, avec l'argent que nous avons, on a déjà une tranquillité d'esprit. Évidemment les gens disent qu'on a pris une claque quand on l'a installé l'euro, mais c'est quelque chose, c'est une force d'unité de l'Europe. » (Montreuil)

(À quel moment on se sent proche de l'Europe ?) « Quand on peut circuler librement ; dans le travail aussi, on peut travailler n'importe où en Europe ; les études aussi » (Bordeaux)

Pour autant, l'Europe paraît aujourd'hui fortement fragilisée :

- Pour certains, **le projet faisait sens aux origines mais il s'est un peu vidé de sa substance aujourd'hui.** Ils regrettent la vocation purement économique et commerciale de l'Union européenne.
- Pour tous, **l'Europe donne à voir aujourd'hui de nombreuses divisions.** Par ailleurs, **la montée des eurosceptiques et des nationalismes fait craindre un éclatement de cette Europe avec un possible retour à une Europe restreinte.**

« Chaque pays a tendance à penser à lui [...] Je pense que l'Union Européenne va se réduire, qu'on va peut-être revenir à une dizaine de pays. Très mouvementée, avec beaucoup de conflits. » (Montreuil)

(La maison Europe) « L'architecte a voulu faire une grande pièce, un open place. Et finalement il a remis des cloisons ! Il a voulu faire un plat très raffiné, ça s'est fini en gloubiboulga [...] C'est un peu comme une grande colocation, et en fait chaque colocataire ne paie pas le même loyer, et n'a pas une chambre de la même taille, il y en a une qui est pourrie, etc. Ça engendre du coup des jalousies, du coup celui qui a la chambre pourrie va squatter dans le salon de l'autre. » (Montreuil)

« Il y en a déjà qui sont partis, l'Angleterre pour commencer. Et puis avec la montée du populisme, malheureusement il y en a de plus en plus [...] Les pays ne sont pas d'accord entre eux non plus : fais ce que je dis, mais fais pas ce que je fais ! » (Dijon)

« Une monnaie commune, une histoire commune mais chacun défend ses intérêts, ça fait un moment que tout le monde essaie de se mettre d'accord mais on n'y arrive pas, parce qu'elle est divisée » (Bordeaux)

3. Travail sur les objectifs de développement durable (ODD) prioritaires

Chaque atelier de Bordeaux, Dijon et Montreuil a travaillé sur les ODD en 3 sous-groupes, chaque sous-groupe étant chargé de faire émerger ses constats et propositions sur les 4 ODD qu'il avait choisis parmi les 17.

Ensuite, c'est une délibération collective des citoyens de chaque atelier qui a permis de sélectionner leurs 3 ODD prioritaires (parmi les 12 travaillés dans les sous-groupes), c'est-à-dire ceux qu'ils souhaitaient porter dans l'avis citoyen rédigé en fin de séance.

Les tableaux ci-dessous synthétisent par atelier :





- Les ODD jugés collectivement prioritaires et développés au sein des avis citoyens (cf. annexes)
- Les constats et propositions réalisés lors du travail en sous-groupes sur des ODD qui n'ont pas été retenus comme prioritaires pour figurer dans l'avis.



Globalement, les ODD retenus au sein des ateliers révèlent trois grandes priorités :

- l'importance de lutter contre les situations de pauvreté mais surtout **de réduire les inégalités à la fois économiques, sociales et sociétales** (qu'il s'agisse des inégalités femmes-hommes, des inégalités dans l'accès à l'éducation, à l'emploi ou encore à la santé),
- **l'importance de l'éducation comme fil conducteur du changement des mentalités** dans de nombreux domaines et d'un accès renforcé à l'emploi,
- **la prise de conscience écologique à la fois en matière d'alimentation, de gestion des ressources et d'énergie.** Pour tous, il importe de contribuer à la préservation des équilibres naturels et de renforcer la responsabilité environnementale à tous les niveaux (État, entreprises et industries, mais aussi au niveau des citoyens).




Dans tous ces domaines, l'heure n'est plus à la réflexion, ni au diagnostic mais bien à l'action, dans une volonté partagée d'accéder aux mêmes normes, aux mêmes règles, pour construire un projet européen commun.




Les ODD retenus à **MONTREUIL** :




	Le groupe a décidé de retenir comme ODD prioritaires
	- Éradication de la pauvreté - Éducation de qualité - Vie terrestre
	- Égalité entre les femmes et les hommes
	Cf. avis citoyen en annexe

	<p>Gestion durable de l'eau pour tous</p> <p>Le constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - On a « a priori » un bon réseau, l'important c'est de garantir l'accès de tous à l'eau, à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau. - Il y a beaucoup de gaspillage. <p>Il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir des normes communes en matière d'assainissement, - faire des efforts au niveau de l'agriculture, de l'élevage, pour qu'il n'y ait pas de rejets toxiques dans les rivières, avoir une réglementation plus forte, - sensibiliser fortement à travers l'éducation.
	<p>Lutte contre les changements climatiques</p> <p>Le constat :</p> <p>Il y a une certaine prise de conscience mais aussi une urgence à agir plus fortement.</p> <p>Il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - légiférer davantage, interdire l'usage de certaines voitures, - favoriser les transports en commun, mettre en place des pistes cyclables, - limiter le recours au nucléaire.






Les ODD retenus à **BORDEAUX** :

	<p>Le groupe a décidé de retenir comme ODD prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des inégalités - Sécurité alimentaire et agriculture durable - Consommation et production responsables
	<p>Cf. avis citoyen en annexe</p>
	

	<p>Vie aquatique marine</p> <p>Le constat :</p> <p>Aujourd'hui, il y a beaucoup de déchets, l'Europe est très mauvaise là-dessus.</p> <p>Il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdire la surpêche, favoriser l'élevage sain et raisonné du poisson, empêcher le forage, nettoyer les océans et les plages, - interdire les sacs plastiques, favoriser le biodégradable (verre, cartons), - limiter les paquebots qui sont très polluants et inciter à l'utilisation d'énergies renouvelables (champs éoliens notamment), - renforcer les contrôles, responsabiliser les différents acteurs et améliorer le code maritime international parce que chaque pays arrive à contrôler mais pas dans les eaux internationales => le réformer et le faire appliquer surtout.
	<p>Gestion durable de l'eau pour tous</p> <p>Le constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un accès à l'eau pour la plupart des habitants mais qui a un coût. - Il y a une forte consommation d'eau potable hors alimentation (toilettes, lavage de voitures, gâchis) et c'est un problème que les sociétés privées gèrent l'eau. <p>Il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - développer l'éducation sur la bonne gestion de l'eau à tous les niveaux (sensibilisation pour adultes et enfants), - taxer les entreprises sur la quantité d'eau utilisée et récompenser celles qui font une bonne consommation, - mettre des lois plus fermes sur le contrôle des rejets des entreprises.
	<p>Lutte contre les changements climatiques</p> <p>Le constat :</p> <p>Il y a un manque d'unité européenne, pas assez d'application des textes.</p> <p>Il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - développer le fret, interdire le diesel, limiter les camions, favoriser les moyens de transports durables (en commun, pistes cyclables), - limiter l'huile de palme, - mettre en place des campagnes de prévention pour que chacun réduise son impact climatique.

	<p>Éducation de qualité</p> <p>Le constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - On a des systèmes d'éducation différents selon les pays / un accès à l'école publique relativement correct mais on manque de professeurs et d'égalité territoriale. - Il y a également des manques au niveau de l'alternance ou de l'insertion professionnelle pour les jeunes. <p>Il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre plus de moyens et plus de ressources humaines, en harmonisant le système éducatif et en créant un système éducatif européen, - favoriser les échanges scolaires entre les pays à partir du collège, - encourager la réussite scolaire avec une meilleure répartition des heures de cours et un meilleur suivi.
	<p>Vie terrestre</p> <p>Le constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - On ne sait pas trop quelles sont les solutions mises en place au niveau européen. - Il y a beaucoup d'engrais et de pesticides et il faut mettre en place des solutions européennes. <p>Il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - inciter financièrement l'agriculture raisonnée, favoriser les circuits courts pour valoriser les exploitants, interdire certains produits pollués qui peuvent être dangereux pour la santé, - faire un système de bonus/malus pour les producteurs en taxant les produits pollués et encourager les produits bio et raisonnés - faire pression sur les grands groupes pour que les réglementations soient respectées, - élargir les zones protégées et les contrôler.
	<p>Énergies propres et d'un coût abordable</p> <p>Le constat :</p> <p>Des tentatives sont faites mais dans l'ensemble cela manque de cohérence et de longévité.</p> <p>Il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir une politique plus cohérente dans le temps et plus pédagogique (cf. panneaux solaires, crédits d'impôts mis en place puis supprimés), - avoir une politique fiscale orientée et européenne : pérenne et égale pour tous les pays européens.

Les ODD retenus à **DIJON** :

	<p>Le groupe a décidé de retenir comme ODD prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consommation et production responsables - Santé et bien-être - Énergies propres et d'un coût abordable
	<p>Cf. avis citoyen en annexe</p>
	
	<p>Lutte contre les changements climatiques</p> <p>Le constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il y a de plus en plus de pollutions qui conduisent au réchauffement climatique. - Il y a des solutions pour ne pas polluer mais elles ne sont pas exploitées. - On a énormément de mal à se séparer des énergies fossiles alors qu'on sait que c'est quelque chose qui va devenir de plus en plus rare. - Il y a trop d'enjeux économiques autour du pétrole, le poids des lobbies est trop important. <p>Il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - instaurer plus de taxes sur les « gros pollueurs », - voir l'Europe jouer un rôle de lanceur d'alerte au niveau mondial, tout en étant exemplaire, car le problème est planétaire.
	<p>Éducation de qualité</p> <p>Le constat :</p> <p style="padding-left: 40px;">Il y a une inégalité des contenus d'apprentissage.</p> <p>Il faudrait :</p> <p style="padding-left: 40px;">uniformiser davantage les systèmes éducatifs des différents pays.</p>

ANNEXES

ANNEXE 1 – Avis citoyen du 9 juin 2018 – BORDEAUX

Notre groupe est composé de 15 citoyens, habitants de Bordeaux et de ses alentours.

Nous avons été invités par le ministère de la Transition écologique et solidaire à participer à cet atelier de citoyens portant sur l'Europe, et plus précisément à nous prononcer sur nos envies, nos souhaits concernant l'Europe durable en 2030 telle que nous l'envisageons.

*
* *

1. Où en sommes-nous avec l'Europe aujourd'hui ?

Pour nous, l'Europe d'aujourd'hui, c'est avant tout une Europe **divisée politiquement**, essoufflée, voire ébranlée. L'Europe semble **en attente d'une refondation**, d'un nouveau souffle. Elle ne nous semble pas disposer d'une vision commune suffisante, chacun y protégeant ses intérêts avant tout.

Néanmoins, l'Europe tient encore aujourd'hui, ce qui **nous rassure pour son avenir**. L'Europe est un endroit de paix. Elle peut s'appuyer sur une histoire commune, et montre encore une capacité à entreprendre.

Plus encore, **de nombreux Européens convergent sur différents objectifs** (environnement, alimentation, immigration et, d'une manière générale, le mieux vivre), même si des divergences sur les moyens d'y parvenir demeurent. Les Européens trouvent par ailleurs aujourd'hui la possibilité de s'accorder sur différents sujets tels que la sécurité, le terrorisme. Ils peuvent se montrer solidaire (il en est ainsi lors de vagues d'attentats par exemple), donc pourquoi ne pas étendre cette solidarité à d'autres sujets ?

L'Europe actuelle, c'est également une **Europe qui réfléchit**, qui se pose des questions.

Beaucoup de choses restent à faire, l'Europe est bien entendu perfectible. Elle dispose des moyens pour le faire, encore faut-il trouver la manière optimale de les mettre en œuvre.

Ce qui nous inquiète en revanche, c'est que l'Europe est encore **trop soumise aux grands groupes**, les gouvernements peinant selon nous à passer au-dessus des enjeux économiques. Il y a peu d'indépendance par rapport aux grandes puissances économiques (qu'il s'agisse d'entreprises ou d'États). Il suffit de penser au Traité de Paris, qui en a été l'exemple.

L'entente reste par ailleurs difficile avec d'autres grandes puissances telles que les États-Unis et la Chine.

Nous nous inquiétons également de la montée des populismes dans différentes zones de l'Europe, et constatons également les souhaits d'indépendance de certaines régions ou pays.

De manière plus générale, nous avons du mal à voir des résultats concrets de cette Europe qui, de plus, ne nous semble pas assez **donner la parole à ses citoyens**.

Collectivement, **nous attendons donc plus d'Europe**, et ainsi plus de cohérence sur de nombreux sujets.

Sur les **politiques économiques** des différents pays tout d'abord. Nous attendons également **plus d'écologie et de durabilité** à l'échelle européenne car si nous ne marchons pas tous au même pas, nous créerons des distorsions supplémentaires entre les pays.

De la même manière, il nous semble important de pouvoir **parler d'une seule voix** lorsque nous nous adressons aux autres puissances.

L'éducation est également un sujet qui nous importe : nous aspirons à une **éducation qui se base sur un socle commun**, et qui propose des cursus appropriés pour chacun.

Nous attendons également **une fiscalité commune**, pour éviter qu'existe une concurrence interne entre européens ; dans ce même but, une **harmonisation des législations du travail** entre pays membres est aussi attendue.

En termes de culture, nous souhaitons voir une Europe qui **développe les échanges culturels** et ne reste pas figée sur son passé : il importe que l'ensemble des courants culturels puissent s'y épanouir et que l'accès à la culture pour tous soit favorisé.

Enfin, nous attendons un **accès aux soins gratuit pour tous**, qui pourrait passer par la mise en place d'une carte vitale européenne.

Il devrait à nos yeux également être possible de se déplacer où l'on souhaite en Europe : à cette fin, nous appelons de nos vœux la **création d'une carte d'identité commune**.

1. Les enjeux prioritaires pour l'Europe en 2030

Notre groupe s'est prononcé sur les objectifs de développement durable qui nous apparaissent, collectivement, prioritaires.

À l'issue d'un vote, les objectifs suivants ont été retenus :

- La réduction des inégalités (objectif retenu à l'unanimité) ;
- La sécurité alimentaire et l'agriculture durable (13 votes) ;
- La consommation et la production responsables (12 votes).

En ce qui concerne tout d'abord **la réduction des inégalités**, il s'agit pour nous d'une condition *sine qua non* du vivre ensemble. C'est un **enjeu majeur**, car beaucoup d'autres problèmes vécus aujourd'hui découlent des inégalités (immigration, dumping social, chômage, racisme, violence, délinquance, isolement...).

Cet objectif nous tient particulièrement à cœur car tout le monde, chaque Européen, pourrait en profiter.

La réduction des disparités (entre les pays comme au sein de chaque pays) permettrait en outre d'atteindre plus facilement d'autres objectifs que nous fixons à l'Europe dans le but de favoriser le développement d'une **vision européenne commune**.

La réduction des inégalités devrait en effet permettre :

- de faire s'épanouir la fraternité ;
- de faire reculer concrètement la pauvreté ;
- d'amener les Européens vers un mieux-vivre en commun.

In fine, la limitation des inégalités doit également permettre de réduire sensiblement le niveau de chômage en Europe.

La baisse des inégalités **passé d'abord par l'éducation**. À ce sujet, nous souhaiterions une **uniformisation des formations** : un cursus commun permettrait de s'assurer que tous les enfants sachent lire à l'issue de l'école primaire, que chaque Européen dispose d'une éducation lui permettant d'avoir les compétences requises pour trouver un métier. Il s'agira également de favoriser la reprise par tous les pays des **méthodes d'éducation les plus porteuses** en Europe. Cette harmonisation (des formations, compétences et diplômes) favorisera la mobilité européenne afin que chacun puisse travailler dans l'un ou l'autre pays.

Du point de vue social, il faudrait promouvoir un **accès à la santé gratuit** pour tous les Européens. L'insertion des personnes en difficulté via des politiques fiscales attractives pour les entreprises entre également dans les moyens permettant de réduire les inégalités. Le système d'aides sociales doit également être rendu plus cohérent à l'échelle de l'Europe (les deux tiers d'entre nous y sommes favorables).

Il s'agirait également selon nous **d'harmoniser le coût du travail** dans l'ensemble des pays européens et d'y instaurer un salaire minimum commun, voire un revenu universel commun (la moitié du groupe y est favorable, l'autre moitié ne l'appelant pas de ses vœux).

Le logement est aussi un axe important de la réduction des inégalités. Tout d'abord en développant nettement les possibilités d'habitat pour les personnes handicapées dans toute l'Europe. Il est également nécessaire de **garantir l'accès à un logement salubre pour tous** (14 d'entre nous s'accordent sur ce point). Nous souhaitons par ailleurs que l'obligation de logement social (par des quotas) soit raffermissée à l'échelle européenne.

De manière plus générale, nous attendons surtout de l'Europe, sur cette thématique, qu'elle **s'harmonise, prenne ses responsabilités, légifère et s'empare de ce sujet**. L'information aux citoyens devra également être renforcée sur ces thématiques, afin qu'ils aient les moyens d'évaluer la situation et de connaître leurs droits. L'aide qui peut leur être apportée afin de faire valoir ces droits devra également être développée.

En retour, **nous, citoyens, serions prêts à faire des échanges de compétences**, nous investir dans des associations d'entraide. L'Europe pourrait nous demander de donner un peu de notre temps personnel pour aider à la réduction des inégalités.

*

* *

Sur la sécurité et la production alimentaire durable, cet objectif nous paraît important car **il n'est pas acceptable que certains de nos concitoyens européens n'aient pas les moyens de manger correctement** en termes qualitatifs, diététiques et quantitatifs (sans qu'il soit question de véritable famine). Nous nous préoccupons de garantir un accès convenable de tous à une alimentation équilibrée et suffisante.

Il est primordial d'assurer une **traçabilité alimentaire** : il y a aujourd'hui un manque de contrôle et de transparence sur l'ensemble de la chaîne alimentaire à l'échelle européenne. Il nous paraît important de procéder à une véritable information des consommateurs sur ce qu'ils consomment, de renforcer l'information sur les indications nutritionnelles. Les contrôles sanitaires doivent également être intensifiés.

Concernant l'amélioration de la nutrition et le soutien à une production durable, il est nécessaire selon nous de **développer l'apprentissage du « bien manger » à l'école** avec des cours de diététiques notamment, et en donnant les moyens à chacun de bien se nourrir (cela passe par exemple par l'affectation de ressources réelles et suffisantes pour la mise en place de plans de nutrition et santé). **L'agriculture durable et les circuits courts doivent selon nous également être favorisés** dans le but d'améliorer la nutrition des Européens. Enfin, nous souhaitons une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.

Nous espérons de ces mesures qu'elles conduisent à une baisse de l'obésité, une meilleure santé des Européens (notamment une diminution des maladies cardio-vasculaires) et une baisse de l'empreinte carbone globale. **Le plaisir de manger local** pourra également être retrouvé, et cela favorisera une meilleure reconnaissance des producteurs qui pourront produire de la qualité, en quantité.

Sur cette thématique, nous attendons de l'Europe qu'elle prenne ses responsabilités en **protégeant les consommateurs et en les informant**. En tant que citoyens européens, nous pourrions favoriser les achats de produits locaux et respectueux de l'environnement. Nous sommes prêts à davantage orienter notre consommation.

*

* *

Établir des **modes de consommation et de production durables** est un objectif important à nos yeux, car **notre avenir en dépend directement**. Les modes de consommation suivis jusqu'ici se sont avérés problématiques, avec des conséquences néfastes pour tous les concitoyens, pour les sols et l'environnement en général.

Nous attendons sur ce thème de l'Europe :

- une **incitation des producteurs et un accompagnement** afin qu'ils s'engagent dans ces nouveaux modes de production ;
- une **interdiction de l'obsolescence programmée** des produits ;
- un développement massif de toute la **chaîne de matériaux recyclables** ;
- une **limitation des monopoles industriels** et une mise au pas des lobbyistes, avec sanctions sévères des responsables politiques qui se laisseraient corrompre.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre de garantir une meilleure santé à tous, réduire les déchets et lutter contre l'appauvrissement des sols. Il s'agira également d'aider les consommateurs à faire des économies et d'améliorer la qualité de vie globale des Européens.

En termes de consommation durable, nous serions prêts à acheter plus cher certains produits faits en Europe, d'une meilleure qualité même si le prix est plus élevé. Nous sommes également prêts à davantage nous investir dans le recyclage des produits et emballages, ainsi qu'à nous engager à moins gaspiller de nourriture.

*
* *

De ces trois objectifs de développement durable, c'est le renforcement de la sécurité alimentaire qui nous paraît le plus atteignable, car l'Europe est déjà bien avancée en la matière.

En revanche, la réduction des inégalités nous rend plus pessimiste, car nous avons toujours tendance à tirer la couverture à soi, et si tout le monde souhaite améliorer les choses, il est plus difficile de donner de son temps et de son argent. Pourtant, cet idéal nous paraît fondamental à atteindre.

ANNEXE 2 – Avis citoyen du 9 juin 2018 – DIJON

Notre groupe est composé de 15 citoyens, habitants de la périphérie de Dijon, en zone rurale.

Nous avons été invités par le ministère de la Transition écologique et solidaire à participer à cet atelier de citoyens portant sur l'Europe, et plus précisément à nous prononcer sur nos envies, nos souhaits concernant l'Europe durable en 2030 telle que nous l'envisageons.

1. Où en sommes-nous avec l'Europe aujourd'hui ?

Il nous semble nécessaire de souligner que nous partageons tous un manque d'information sur ce qui se passe actuellement dans les autres pays européens. Parfois même, l'information manque au niveau local, ce qui ne nous permet pas de nous projeter pleinement et de comparer les différentes situations en Europe.

L'Europe aujourd'hui nous semble être une communauté dont les membres ne sont pas très proches. La France et l'Allemagne constituent les États forts à la tête de cette communauté, mais ne sont pas eux-mêmes toujours unis. Ils imposent leur autorité et leur façon de voir les choses aux autres États que nous jugeons plus faibles, à l'Est notamment.

Les États membres partagent un certain nombre de principes fondateurs : une proximité géographique, le respect des droits de l'homme, une monnaie unique et le respect de principes économiques, comme un taux de surendettement maximum, la libre concurrence ou le libre-échange.

L'Europe nous apparaît néanmoins comme divisée, notamment parce que les cultures des pays restent différentes les unes par rapport aux autres, parce qu'il y a des identités par pays qui perdurent, et un besoin pour chaque nation d'exister en tant que telle. Chacun tient à ses intérêts particuliers. Nous avons conscience que les mentalités évoluent, mais que cela se fait sur plusieurs générations. En outre, des tensions existent : ceux qui ne respectent pas les règles imposées font l'objet de sanctions, et certains membres cherchent à partir.

Ce qui nous inquiète aujourd'hui en Europe, c'est l'afflux de personnes dans le besoin mais aussi de travailleurs qui créent une concurrence déloyale. Nous avons le sentiment que certains pays, notamment à l'Est, ont été intégrés en ayant plus besoin de cette Europe que nous. **Il en est de même avec l'ouverture à la concurrence,** que cela concerne les trains, l'électricité, ou plus globalement les marchés publics.

Mais l'Europe, c'est aussi pour nous la monnaie unique, les échanges scolaires de nos enfants, les aides pour les agriculteurs, les subventions pour la formation professionnelle, le financement de pistes cyclables... **Nous avons conscience de nous focaliser avant tout sur ce qui ne va pas, et que l'Europe nous apporte des avantages que nous ne connaissons pas.**

De manière plus générale, nous manquons d'information sur l'Europe et avons peu de visibilité sur qui sont et ce que font nos voisins européens, mais aussi sur le fonctionnement général de l'Europe. Les citoyens ne connaissent pas bien les règles à suivre, alors que les gouvernements les connaissent. **Cela est déplorable à nos yeux, car d'autres pratiques doivent être intéressantes et à échanger entre citoyens.**

2. Les enjeux prioritaires pour l'Europe en 2030

Au cours de nos ateliers, nous avons choisi collectivement de travailler sur trois objectifs de développement durable (sur les dix-sept présentés) : la santé et le bien-être pour tous et à tout âge, les modes de consommation et de production durables et l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable.

Les modes de consommation et de production durables

Établir des modes de consommation et de production durables doit être la priorité pour l'Europe. En effet, nous jugeons tous que nos manières de consommer ont un impact direct sur l'environnement. La surproduction de déchets est la conséquence directe de notre consommation.

D'une part, nous constatons une surconsommation et une surproduction en 2018. Mais nous observons aussi, d'autre part, une prise de conscience face à la surproduction de déchets (trop d'emballages), face au gaspillage, face à la mauvaise alimentation et ses effets négatifs sur la santé. La prise de conscience est aujourd'hui à la fois individuelle et collective, et passe notamment par :

- le succès du bio, ou de la consommation locale en circuit court ;
- la mise à disposition de dispositifs pour les citoyens, notamment en zone rurale (composteurs, poubelles de tri, poules...) ;
- la création de labels et subventions pour les entreprises méritantes et les produits respectueux de l'environnement.

In fine, ces initiatives en faveur de nouveaux modes de consommation doivent permettre à tous de consommer différemment et mieux, en créant un cercle vertueux depuis la production de l'objet jusqu'à sa fin de vie ou son recyclage.

Le constat concerne avant tout la France et surtout notre région, car ici encore nous nous sentons peu informés de ce qu'il se passe ailleurs. Si ces dispositifs existent en milieu rural, nous ne savons pas s'ils ont été implantés en ville, et encore moins au niveau européen. La pratique du recyclage n'est pas uniforme : certaines municipalités (ou communautés de communes) font payer en fonction de quotas, et vont jusqu'à appliquer des amendes, quand d'autres ne le font pas.

Face à cela, nous devons agir. Les initiatives doivent venir de tous les acteurs, et de l'ensemble de la chaîne : des autorités, mais aussi des producteurs, distributeurs, des consommateurs. Tous les

maillons de la chaîne peuvent s'impliquer pour favoriser le changement de nos manières de consommer. Lorsqu'un maillon est défaillant, c'est toute la chaîne qui est fragilisée.

Nous souhaitons aussi que l'Europe s'empare du sujet car celui-ci nous tient à cœur : nous en attendons beaucoup. La visée est même internationale, et pas seulement intra-européenne.

Nous attendons de l'Europe qu'elle garantisse un meilleur étiquetage, une traçabilité parfaite des produits, et de meilleures subventions pour les initiatives qui permettent de mieux consommer et limitent la production de déchets.

Elle doit ensuite faire respecter les lois déjà existantes, grâce à des contrôles poussés sur l'hygiène, les méthodes de production et d'élevage.

Nous attendons aussi de l'Europe qu'elle s'implique via la communication et la sensibilisation. Son action doit permettre de limiter la production de déchets et de sensibiliser sur l'impact de nos modes de consommation, par des actions ou une meilleure information sur les méthodes d'élevage et de production, etc.

Enfin, l'Europe doit faire pression pour limiter les importations provenant du reste du monde, et se centrer sur une production européenne de qualité. Les importations devront être aux standards européens (respect du cahier des charges, hygiène).

Consommer mieux et différemment est un objectif important à nos yeux mais reste complexe, et ce pour différentes raisons :

- L'aspect financier constitue le principal problème pour mieux consommer. Consommer de manière durable a un coût, et cela n'est pas accessible à tout le monde. Nous voulons toujours plus, et moins cher. Généralement, nous notons que de faibles prix vont de pair avec une mauvaise qualité. Cela constitue un problème car nous sommes convaincus que nos manières de consommer se répercutent sur notre santé.
- Nous souhaitons que l'Europe utilise son pouvoir de persuasion, d'information, d'éducation pour changer les comportements de consommation, mais nous avons conscience qu'il sera difficile d'imposer ces nouvelles manières de consommer.
- Encore aujourd'hui nous constatons qu'il existe du « bio » et du « bio » : le vrai bio, durable, cultivé dans son jardin ou acheté chez les producteurs à proximité, et des produits bios vendus encore emballés dans du plastique superflu et polluant. Il reste difficile d'avoir une consommation raisonnée et/ou naturelle.
- Il y a parfois un problème d'offre. En effet, la commercialisation de produits durables est encore marginale. À ce sujet, nous avons le sentiment que les ruraux et les urbains n'ont pas accès à la même qualité de produits.
- Certains d'entre nous s'interrogent sur la compatibilité de ces nouveaux modes de production durables (permaculture, bio, etc.) avec l'impératif de subvenir aux besoins alimentaires d'une large population.
- Nous avons conscience que ceux qui détiennent réellement le pouvoir sont les actionnaires des grandes entreprises, et que cela est un obstacle à une consommation plus durable. De la

même manière, le pouvoir des grands groupes industriels, comme Monsanto, inquiète. Nous pouvons craindre que la recherche du profit mette en péril la capacité de consommer différemment.

La santé et le bien-être pour tous et à tout âge

La santé et le bien-être représentent pour nous d'autres défis majeurs pour l'Europe durable de demain. Certes, la santé s'améliore sur le long terme et la durée de vie s'allonge. De plus, la France est bien située par rapport aux autres pays en termes de santé publique grâce à son système de Sécurité sociale. Pourtant, la santé est toujours un enjeu :

- Il existe des inégalités dans l'accès à la santé et aux soins déjà en France. Certaines personnes doivent parcourir de grandes distances pour accéder aux soins (ex. les déserts médicaux). Nous imaginons qu'il en est de même ailleurs en Europe.
- Nous pensons qu'il existe des différences en termes de formation des médecins et professionnels de santé. Il semble qu'au niveau européen, il n'y ait pas d'harmonisation.
- Les citoyens n'ont pas tous le même accès aux médicaments (ex. problème de l'accès aux vaccins pour les enfants).
- Certains problèmes de santé publique liés à l'alimentation (alimentation déséquilibrée, plats industriels, conservateurs) comme l'obésité ou les maladies cardio-vasculaires apparaissent en France mais aussi probablement ailleurs en Europe.

Par ailleurs, au sujet de la santé, nous sommes persuadés qu'il existe des disparités entre les pays, mais aussi entre les différentes classes sociales internes aux pays.

Concrètement, nous attendons de l'Europe qu'elle permette un meilleur accès de tous à la santé, en ce qui concerne la proximité et l'accès aux soins. Cela pourra passer par :

- l'uniformisation des diplômes de formation en ce qui concerne les parcours santé, en les rendant équivalents entre pays ;
- l'ouverture du numerus clausus dans les cursus de médecine ;
- une libre circulation des personnels de santé ;
- des subventions et incitations pour pousser les médecins à s'implanter dans les zones où ils sont trop rares ;
- des prix uniques pour les médicaments dans tous les pays européens, tout en gardant à l'esprit qu'un euro n'a pas la même valeur dans chacun d'entre eux ;
- la mise en place d'un système de sécurité sociale harmonisé dans toute l'Europe, avec l'émission d'une carte de sécurité sociale européenne de soin.

En termes de communication, nous souhaitons de l'Europe qu'elle échange davantage sur les bonnes pratiques qui peuvent inspirer. Des initiatives sont lancées, mais il faut aller plus loin selon nous, en favorisant le partage d'expérience (campagnes anti-tabac, obésité). Actuellement, en tant que Français, nous manquons d'informations sur la façon dont fonctionnent les systèmes de santé dans les autres États membres.

En termes de prévention, l'Europe devra également inciter les citoyens à une meilleure hygiène de vie, qu'il s'agisse de leur alimentation (ce qui rejoint la façon de consommer, tout est lié), ou de la pratique sportive. Cela pourra passer par la prévention dans les écoles, dès le plus jeune âge.

Nous gardons à l'esprit qu'il existe de nombreux obstacles. Nous avons conscience que chaque **pays voudra conserver son propre fonctionnement** et que **chaque pays a des besoins et des moyens différents**. Le principe d'harmonisation sera donc compliqué à atteindre.

En outre, nous restons méfiants face au **lobbying pharmaceutique**, présent dans tous les pays d'Europe. La maîtrise de leur influence et la protection des citoyens doivent passer tout d'abord par les gouvernements.

L'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable

Le dernier enjeu qui nous apparaît central pour l'Europe de demain concerne l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable. **Aujourd'hui, il y a une véritable nécessité de maîtriser les énergies pour polluer moins.** La consommation excessive d'énergie (notamment du pétrole et du charbon) a un impact sur le réchauffement climatique. C'est d'autant plus important que nous avons conscience de notre besoin de confort et du probable maintien du nucléaire à moyen terme.

Mais nous voyons une prise de conscience générale sur cette nécessité de maîtriser les énergies pour polluer moins, avec le développement des énergies renouvelables (panneaux solaires, éoliennes), qui est un réel progrès. Pourtant, ces nouvelles énergies ont toujours une place marginale en Europe.

Globalement, nous nous sentons impuissants. Nous nous demandons s'il reste des choses à faire ou si nous avons atteint un point de non-retour. Nous savons qu'il existe des solutions intéressantes pour ne pas polluer, mais celles-ci ne sont pas suffisamment exploitées à notre sens. **Nous observons une certaine hypocrisie** : la France produit et consomme du nucléaire et l'Allemagne a remplacé une solution polluante, le nucléaire, par une autre tout aussi polluante, voire plus : le charbon.

Nous ne savons pas comment les autres pays consomment l'énergie, mais pensons qu'il doit y avoir une inégalité au niveau des ressources. Les coûts de l'énergie doivent être différents d'un pays à l'autre.

Nous savons que nous allons épuiser les ressources fossiles, notamment le pétrole. C'est en même temps un espoir, car jusqu'à présent rien n'a permis de modifier notre consommation : **quand tout sera épuisé, il faudra passer à autre chose, utiliser d'autres types d'énergies, consommer différemment.**

Pour toutes ces raisons, nous appelons de nos vœux :

- la réalisation d'un bilan sur les ressources existantes dans tous les pays. Cet état des lieux permettra des économies d'énergies ;

- l'investissement dans la recherche et développement pour créer des dispositifs innovants, notamment des appareils à basse consommation d'énergie ;
- l'encouragement des bonnes pratiques ;
- la pénalisation des pollueurs plus qu'ils ne le sont aujourd'hui, grâce à des quotas et des objectifs.

Face à cet enjeu de développement des énergies renouvelables, nous identifions différents obstacles qu'il s'agira de surmonter :

- L'obstacle financier est ici encore présent : les énergies renouvelables sont plus chères.
- Nous pensons que l'offre disponible en énergies renouvelables ne répondra pas nécessairement à la demande.
- Ici encore, nous considérons que les intérêts des lobbies et notamment des lobbies pétroliers vont à l'encontre des nôtres, tout comme ceux des actionnaires de grands groupes pétroliers.
- Nous avons conscience de l'existence d'une menace de délocalisation si les taxes à l'encontre des entreprises polluantes sont trop élevées. Mais cela reste un problème mondial et concerne l'ensemble des États. Nous considérons que l'Europe, qui a un grand pouvoir, doit montrer l'exemple et imposer ses idées au reste du monde.

ANNEXE 3 – Avis citoyen du 9 juin 2018 – MONTREUIL

Notre groupe est composé de 11 citoyens, habitants de la petite couronne (92, 93, 94).

Nous avons été invités par le ministère de la Transition écologique et solidaire à participer à cet atelier de citoyens portant sur l'Europe, et plus précisément à nous prononcer sur nos envies, nos souhaits concernant l'Europe durable en 2030 telle que nous l'envisageons.

*

* *

1. Où en sommes-nous avec l'Europe aujourd'hui ?

Au sein de notre groupe, nous avons constaté que ceux qui, parmi nous, étaient plus âgés avaient plus de difficultés à se projeter dans l'Europe telle qu'elle existe aujourd'hui. Les « jeunes » étaient eux moins réticents au changement, car ils ont davantage été éduqués à la citoyenneté européenne (à travers les échanges linguistiques, culturels, mais aussi à travers les cours d'histoire, etc.).

Ce qui nous fait peur aujourd'hui en Europe, c'est qu'on arrête de vivre ensemble, que la bienveillance décroisse entre les pays européens, mais aussi vis-à-vis de l'extérieur. Nous trouvons qu'on manque de compassion, de cohésion, ce qui est contraire à l'esprit européen. Nous redoutons également la montée du nationalisme. Ce qui se passe actuellement en Italie nous inquiète.

Nous avons l'impression d'un concours, d'un jeu de pouvoir entre les grandes puissances, dans lequel l'Europe perd en crédibilité. Pour nous, l'Europe n'a plus de parole uniforme et nous le regrettons : elle perd du poids vis-à-vis des autres puissances, alors que justement elle pourrait montrer l'exemple et être un contrepoids face aux États-Unis, qui s'isolent de plus en plus sous la présidence Trump.

- Pour montrer l'exemple, il faudrait que l'Europe défende des valeurs d'humanisme, de partage, d'échange et d'ouverture. Il faudrait aller davantage vers l'autre, ne pas fermer ses frontières. Mais, sur les frontières, nous ne sommes pas tous d'accord. Certains pensent qu'il faut au contraire une ouverture maîtrisée, contrôlée vis-à-vis de ceux qui ont besoin d'être accueillis.
- Pour peser face aux États-Unis, certains souhaiteraient qu'il y ait un représentant européen unique mais nous ne partageons pas tous cet avis.

Aujourd'hui, nous constatons aussi que nous avons perdu confiance dans les représentations politiques. Nous avons le sentiment de ne pas toujours être écoutés, ni compris. Nous pensons que les grands changements futurs viendront surtout des citoyens et des initiatives qu'ils prendront.

Nous nous rendons compte qu'il y a un grand flou sur le fonctionnement de l'Europe, sur son histoire et ses institutions, ce qui freine le sentiment de citoyenneté européenne mais limite aussi la connaissance et la compréhension des lois décidées au niveau européen. Cette situation ne permet

pas de mesurer l'impact de l'Europe dans notre quotidien. Or, nous pensons qu'une meilleure connaissance sur l'Europe permettrait de mettre en avant les aspects positifs de l'Union européenne et de susciter un plus grand sentiment européen.

Pour nous, l'éducation est primordiale. C'est la priorité, le vecteur de tous les changements souhaités : il faut absolument éduquer la prochaine génération à une Europe durable.

L'environnement, qui regroupe pour nous l'alimentation durable et responsable, la biodiversité, le climat, la pollution mais aussi la santé, est un enjeu majeur, c'est primordial. C'est la survie de la planète. Cela ne doit pas être pris à la légère, ça ne devrait même pas être une question, ça devrait être inné : il faut agir, c'est urgent !

Cela passera avant tout par une prise de conscience collective et des initiatives citoyennes. Ce sont elles qui finiront par avoir un impact sur les différents acteurs concernés : les entreprises, les industriels et les gouvernements.

Nous notons que les inégalités sociales augmentent, ce qui amène de la division. Cela crée aussi des priorités différentes au quotidien qui peuvent freiner la prise de conscience liée au respect de l'environnement et l'adoption des bons comportements. La question environnementale est donc aussi liée à la réduction des inégalités sociales.

2. Les enjeux prioritaires pour l'Europe en 2030

Notre groupe s'est prononcé sur les objectifs de développement durable qui nous apparaissent collectivement prioritaires.

Notre groupe a retenu en priorité deux objectifs à l'unanimité :

- Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes, partout dans le monde
- Assurer l'accès de chacun à une éducation de qualité

Puis, nous avons longuement hésité entre deux autres objectifs :

- Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres (5 votes)
- Assurer l'égalité entre les hommes et les femmes (5 votes)

Nous avons choisi **l'objectif d'éliminer la pauvreté**, parce que nous sommes très sensibles à la situation des gens qui vivent dans la pauvreté. Quand on est dans une situation de pauvreté, on est en survie. Cette situation empêche de se projeter sur d'autres enjeux (comme l'éducation, l'environnement, la sensibilisation et l'implication citoyenne). Pour nous, il y a plus de pauvreté aujourd'hui qu'il y a 15 ans, elle est plus visible, plus présente, alors que dans le même temps le monde s'enrichit toujours plus, d'où le problème de l'accroissement des inégalités. Nous avons du mal à supporter cette situation d'un point de vue moral.

Aujourd'hui, nous faisons le constat suivant :

- Il y a différentes formes de pauvreté : la pauvreté économique mais aussi la pauvreté culturelle qui pose la question de l'accès de tous à l'éducation.
- Certaines aides européennes existent mais il manque des aides durables, qui s'inscrivent sur le long terme.
- Il n'y a pas assez de « guidage » des personnes en situation de précarité, pas assez d'accompagnement.
- Nous constatons aussi que le fossé se creuse toujours plus entre les pays riches et le reste du monde.

Parmi les actions que nous envisageons collectivement, nous pensons qu'il faudrait :

- inscrire la lutte contre la pauvreté à l'agenda européen, en faire clairement une priorité,
- développer un fond commun européen destiné à lutter contre la pauvreté des citoyens européens,
- inscrire le système d'aides dans un processus de plus long terme, sur le modèle du micro-crédit par exemple. Aujourd'hui, il manque des solutions durables,
- aller vers une harmonisation « à la hausse » des droits sociaux européens, sur un modèle qui se rapprocherait du modèle social français,
- œuvrer à une meilleure répartition des richesses, faire prendre conscience aux citoyens de l'importance d'aider les autres, notamment dans un objectif de plus grande cohésion.

Pour nous, la lutte contre la pauvreté passe aussi par des actions menées au niveau économique, en luttant notamment contre les délocalisations et le dumping social. Enfin, elle nécessite la mobilisation de tous les acteurs, à tous les niveaux, des collectivités territoriales en allant jusqu'au niveau européen.

*
* *

Sur l'accès de chacun à une éducation de qualité, nous sommes unanimes : l'éducation est la clé, le vecteur de tous les changements futurs. C'est la base de tout.

Nous partons du constat suivant :

- Il y a aujourd'hui peu de convergences entre les pays européens, notamment pour tout ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire.
- Nous notons, en revanche, une plus grande harmonisation des parcours au niveau de l'enseignement supérieur, notamment à travers le système Licence-Master-Doctorat et Erasmus.
- Nous trouvons que le système éducatif manque encore de transparence sur les perspectives post-éducatives et sur l'insertion dans le monde du travail. Il manque un lien plus fort entre éducation et monde du travail.
- Même si nous constatons qu'il y a plus d'opportunités et de mobilité depuis une dizaine d'années.

Sur cet enjeu, nous attendons une Europe leader, qui occupe une position dominante sur le sujet et cherche à réduire les inégalités. Cela passe évidemment par des moyens supplémentaires mais aussi par plus de coordination entre les pays, notamment sur les programmes d'enseignement.

Parmi les actions que nous envisageons collectivement, nous pensons qu'il faudrait :

- uniformiser les systèmes éducatifs primaires et secondaires : savoir clairement ce que l'on enseigne à travers toute l'Europe et dans quel but,
- avoir une éducation publique de qualité dans toute l'Europe, qui serait obligatoire jusqu'à 14 ou 16 ans selon les pays,
- développer l'apprentissage des langues dès le plus jeune âge,
- rendre obligatoire ERASMUS (en tout cas en faciliter largement l'accès),
- faciliter les césures de réorientation à travers toute l'Europe,
- favoriser et faciliter la mobilité des étudiants et des travailleurs à travers toute l'Europe.

*

* *

Nous avons ensuite eu du mal à choisir entre deux autres enjeux qui nous semblent très importants : **« Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres »** et **« Égalité entre les hommes et les femmes »**.

Sur la vie terrestre, nous faisons le constat qu'il y a aujourd'hui une bonne dynamique et une prise de conscience de la part du gouvernement et de la population sur cette question. Il existe aujourd'hui un certain nombre de réglementations à l'échelle de la France (on n'a plus le droit de pêcher certaines espèces, par exemple) mais nous ne savons pas ce qu'il en est au niveau européen (on ne sait d'ailleurs pas, quand une loi est appliquée, si elle vient de la France ou de l'Union européenne).

Plus globalement, nous trouvons que nous ne sommes pas assez informés sur l'impact de nos comportements sur la biodiversité mais aussi sur le lien entre l'homme et la biodiversité. Par ailleurs, malgré les efforts, la prévention et la prise de conscience, l'état des écosystèmes est selon nous de plus en plus critique.

Parmi les actions que nous envisageons collectivement, nous pensons qu'il faudrait :

- financer des programmes de recherche européens,
- créer des programmes européens de prévention à la perte de la biodiversité, éduquer davantage au respect de la biodiversité,
- associer prévention / éducation en amont, puis mettre en place des systèmes de contrôles ou de sanctions en aval, à la fois pour les entreprises mais aussi pour les citoyens. Certains ont évoqué la mise en place d'une police de l'environnement,
- développer des solutions ludiques pour inciter les citoyens et impliquer les enfants (comme en Allemagne ou en Hollande avec des poubelles à tête de lion, qui disent merci).

Certains d'entre nous proposent également de sortir des OGM mais nous ne sommes pas tous d'accord. D'autres se montrent plus hésitants. Ils attendent avant tout une réflexion sur l'utilisation qui est faite des OGM, plus qu'une remise en cause totale du principe en lui-même.

Comme nous le disions, nous avons longtemps hésité avec l'ODD portant sur **la réduction des inégalités femmes-hommes**, parce que nous nous sentons concernés. Pour nous, les femmes, il y a encore de nombreux progrès à faire pour que nous soyons entendues. Sur cet enjeu, nous attendons une Europe qui donne l'exemple, qui investit sur l'éducation pour arrêter de faire de telles différences entre les sexes dès la socialisation et qui renforce les règles, notamment en matière d'égalité salariale.